

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE  
DES  
ILES MARQUISES

LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



DELIBERATION N° 30-2013 du 04 novembre 2013,

Adoptant le principe de l'opération « mise en œuvre de la gestion des déchets à TAHUATA, FATU-IVA et UA HUKA », confiant la maîtrise d'œuvre à la DIPAC, autorisant le Président de la CODIM à signer la convention avec la DIPAC, annule et remplace la délibération n°05-2013 du 02 février 2013

DATE DE CONVOCATION  
25 octobre 2013

DATE D'AFFICHAGE  
25 octobre 2013

DATE DE LA SEANCE  
04/11/2013

HEURE :16H00

En exercice	présents	Votants
15	10	10
Présents		
<b>FATU HIVA</b> Henri TUIEINUI, 1 <sup>er</sup> délégué Noël ARIITAI, 2 <sup>ème</sup> délégué		
<b>HIVA OA</b> Etienne TEHAAMOANA, 1 <sup>er</sup> délégué		
<b>NUKU HIVA</b> Benoit KAUTAI, 1 <sup>er</sup> délégué		
<b>TAHUATA</b> François KOKAUANI, 2 <sup>ème</sup> délégué		
<b>UA HUKA</b> Nestor OHU, 1 <sup>er</sup> délégué Florentine SCALLAMERA, 2 <sup>ème</sup> déléguée		
<b>UA POU</b> Joseph KAIHA, 1 <sup>er</sup> délégué Georges TEIKIEHUPOKO, 3 <sup>ème</sup> délégué Isidore HIKUTINI, 2 <sup>ème</sup> délégué		

Absents excusés
Henri KAIHA, 2 <sup>ème</sup> délégué Domingo TEHAAMOANA, 2 <sup>ème</sup> délégué Cyprien PETERANO, 3 <sup>ème</sup> délégué Félix BARSINAS, 1 <sup>er</sup> délégué Murielle TETUVEROA, 3 <sup>ème</sup> déléguée

Procurations

Absents

Secrétaire de séance
Isidore HIKUTINI, 2 <sup>ème</sup> délégué

L'an deux mille treize, le 4 novembre, le conseil communautaire des îles Marquises, convoqué le 25 octobre 2013 (affichage le 25 octobre 2013) conformément à l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni à UA POU, sous la présidence de Monsieur Joseph KAIHA, Président de la communauté de communes des îles Marquises

Exposé des motifs

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L.5211-6 et L.5211-7;

VU l'arrêté n° 2062 CM du 9 novembre 2010 confiant aux communes de l'archipel des îles Marquises le soin d'élaborer un projet de développement économique en application des dispositions de l'article LP. 1<sup>er</sup> de la loi du pays n° 2010-12 du 25 août 2010 ;

VU l'arrêté n°2139 CM du 23 novembre 2010 portant modification des dispositions de l'arrêté n° 2062 CM sus visé ;

VU l'arrêté n°867/DIPAC du 29 novembre 2010 portant création de la communauté de communes des îles Marquises ;

VU le procès verbal de l'élection des membres du bureau exécutif du Conseil Communautaire des Iles Marquises (CODIM) établi le 16 décembre 2010 ;

VU le budget, exercice 2013.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Après en avoir délibéré,

Par 15 voix pour, 0 abstention et 0 voix contre

ADOpte

**Article 1 :** le conseil communautaire adopte le principe de l'opération « mise en œuvre de la gestion des déchets à TAHUATA, FATU-IVA et UA HUKA » confiant la maîtrise d'œuvre à la DIPAC.

Le dossier technique correspondant est approuvé.

Le plan de financement est approuvé sous réserve de l'attribution de la subvention du FIP.

Coût de l'opération TRENTÉ TROIS MILLIONS CENT MILLE FRANCS CP.  
33 100 000 Fcfp

	Taux de participation	Montant en Fcfp
<b>Subvention du F.I.P.</b>	<b>80%</b>	<b>26 480 000</b>
Part CODIM	20%	6 620 000
Coût de l'opération	100 %	33 100 000

le Président est autorisé à signer la convention avec la DIPAC pour l'opération « mise en œuvre de la gestion des déchets à TAHUATA, FATU-IVA et UA HUKA ».

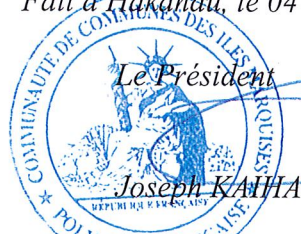
Le Président est autorisé à négocier et à signer avec Monsieur le Haut-Commissaire de la République en Polynésie française, ou son représentant les conventions de financement relatives aux études de maîtrise d'œuvre ainsi que tout avenant qui serait nécessaire.

**Article 2 :** Le Président de la CODIM est autorisé à mettre en œuvre les procédures relatives à la passation des marchés que les études de maîtrise d'œuvres l'exigeraient. Le président est autorisé à passer des conventions de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des opérations en tant que besoin.

**Article 3 :** la présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit. Elle sera enregistrée, publiée, affichée et communiquée partout où besoin sera. Elle annule et remplace la délibération n°05-2013 du 02 février 2013. Le Président et le trésorier de la TIVAA sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré les jours, mois et ans sous-dits et ont signé au registre les membres présents

*Fait à Hakahau, le 04 novembre 2013*



<b>CONTRÔLE A POSTERIORI</b>
Acte rendu exécutoire après envoi en subdivision le : <i>18/11/2013</i>
Et publication ou notification du : <i>18/11/2013</i>
Le Président 